

« François Zocchetto : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de la
profondeur de l'accès et de l'exercice des fonctions d'élus! » »

François Zocchetto : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de la renovation en profondeur de l'accès

**Le Sénat examine aujourd'hui une proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de la
co-rédigée par Jacqueline Gourault, sénatrice UDI-UC
collectivités territoriales.**

François Zocchetto, sénateur de la Mayenne et président du groupe UDI-UC souligne une difficulté persistante : « *Il faudra un jour
et cohérent.* » Car, déplore le chef de file des sénateurs centristes : « *Aujourd'hui, il s'agit simplement de rajouter quelque chose
l'attendent. Je regrette qu'à l'issue des Etats généraux, le texte ne soit pas à la mesure des enjeux.* »

Les annonces récentes faites par le Président de la République à l'issue des travaux de la commission Jospin tendront, si elles sont

Dans les petites communes, des maires, seuls représentants d'un service public local, responsables de tout et néanmoins bien

Zocchetto, « **Ceci constitue un lourd handicap pour renouveler le personnel des petites communes. Les maires des**

professions libérales et la fonction publique sont déjà très représentées parmi les élus. Et les jeunes actifs ? Les salariés ?
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr

situation professionnelle

Twitter : [@UC_Senat](#)

Facebook : [SenateursUDIUC](#)

Pour François Zocchetto, le constat est alarmant : « **Sans une rénovation en profondeur du statut de l' élu, le fossé se creuse
l'exercice d'un mandat et ceux qui, de fait en seront exclus. Cette situation est inacceptable. C'est clairement un
élus-fonctionnaires de la monarchie de juillet.** »

Le Président de l'UDI-UC se félicite donc de « **la reprise dans le texte d'un article relatif à l'indemnité des maires de petites
des communes de moins de 3500 habitants, l'automatisme de la fixation du montant de l'indemnité.** » **Cette juste contrepartie d**

François Zocchetto conclut : « **La question du statut local était hier une question. Elle est désormais devenue un enjeu au
formulées depuis longtemps par notre Haute Assemblée.** »